



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des
populations**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**portant décision après examen au cas par cas en application
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement
EARL PISCICULTURE DU LEFF à Yvias**

Le préfet des Côtes-d'Armor

- Vu** la directive 91/676/CEE du conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;
- Vu** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu** la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le septième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 octobre 1996 au nom de la SARL PISCICULTURE DE PENITY, dont le siège social est situé lieu-dit « Le Pénity » à Duault, l'autorisant à exploiter lieu-dit « Le Moulin Neuf » à Yvias une pisciculture de truites arc en ciel de 110t/an ;
- Vu** les accusés - réception des 23 avril 2007 et 30 octobre 2019 pour la reprise de la SARL PISCICULTURE DE PENITY par Monsieur Sébastien Thernaux puis par l'EARL PISCICULTURE DU LEFF ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2025-22-0026 présentée par l'EARL PISCICULTURE DU LEFF relative au projet de régularisation du tonnage annuel de 220 tonnes/an par rapport à la production annuelle autorisée de 110 tonnes/an, lieu-dit « 2, Moulin Neuf » sur le territoire de la commune de Yvias reçue le 06 octobre 2025 et considérée complète le 20 octobre 2025 et les plans joints ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

Considérant que la demande consiste à la modification du projet soumis à enquête publique qui a donné lieu à un arrêté préfectoral en date du 30 octobre 1996 pour l'exploitation d'un élevage piscicole ;

Considérant que les effectifs augmenteront de plus de 5 fois le seuil de l'autorisation ICPE depuis la dernière procédure avec enquête publique ;

Considérant que, dès lors, il s'agit d'une modification substantielle au sens du I-3° de l'article R181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet et conformément à l'article R122-3-1 du code de l'environnement, n'explicite pas les incidences notables sur l'environnement et la santé humaine et les mesures destinées à éviter et à réduire les effets négatifs probables ;

Considérant que le nouveau projet ne prévoit pas de construction ;

Considérant que le nouveau projet prévoit la régularisation des effectifs existants (production de 220 tonnes de biomasse/an) ;

Considérant que le projet se situe sur la commune d'Yvias en zone vulnérable, hors bassin versant sensible aux algues vertes et hors 3-B1 (bassin phosphore) mais situé en ZAR (zone d'actions renforcées) sur le critère ZES (zone d'excédent structurel) au titre du III de l'article R211-81-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les boues de décantation produites ne sont pas décrites et que leur destination ne permet pas de garantir le respect du 7^e programme d'actions régional Nitrates signé par le préfet de la région Bretagne le 24 mai 2024 ;

Considérant que la localisation du projet ne se situe pas sur les nappes à réserver pour l'Alimentation en Eau Potable (NAEP) dans le socle et les bassins sédimentaires de Bretagne (SDAGE 2022-2027) ;

Considérant que la dernière étude d'impact et la dernière étude de dangers réalisées par cet élevage datent de 1996 ;

Considérant que le projet est susceptible de présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'absence de réponse de la DDTM 22 sur ce dossier suite à la demande d'avis du 10 octobre 2025 ;

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive 2011/92/UE du parlement Européen et **justifie la réalisation d'une évaluation environnementale** ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de régularisation du tonnage annuel de 220 tonnes/an de L'EARL PISCICULTURE DU LEFF, lieu dit «2, Moulin Neuf » à «Yvias est soumis à la production d'une évaluation environnementale.

Article 2

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 - Publication

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant quatre mois minimum

Article 4 - Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes cedex) :

1° Par les exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au préfet des Côtes-d'Armor - Direction départementale de la protection des populations - service PRE - 9 rue du Sabot - 22440 Ploufragan ;
- d'un recours hiérarchique adressé à la ministre de la transition écologique - Direction générale de la prévention des risques - Grande arche de la défense paroi sud - 92055 La Défense cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours administratif ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au préfet et s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Yvias et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives.

Saint-Brieuc, le **14 NOV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Georges SALAÜN